REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie
Office cantonal de l'inspection et des relations du travail
Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir

REQUÊTE SOUMIS A LA LTGVEAT

FORMULAIRE O : DEMANDE D'AUTORISATION DE VENTE A L'EMPORTER DE BOISSONS ALCOOLIQUES

Catégorie de la demande :
Exploiter un commerce

Sous-catégorie de la demande :
Vente d'alcool à l'emporter

REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE

L'activité faisant l'objet de la présente requête ne peut être exercée sans l'autorisation formelle de notre Direction.

L'autorisation, strictement personnelle et intransmissible, ne peut être accordée qu'à une personne physique, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une société commerciale ou d'une personne morale qu'elle a, en fait et en droit, le pouvoir de diriger, d'engager et de représenter.

L'autorisation est délivrée à condition que le requérant offre, par ses antécédents et son comportement, toute garantie que l'établissement soit exploité conformément aux dispositions de la LTGVEAT et aux prescriptions en matière de police des étrangers, de sécurité sociale et de droit du travail (paiement des cotisations sociales des employés, respect du salaire minimum, etc.).

L'autorisation est délivrée pour un établissement et des locaux déterminés pour une période illimitée.

L'autorisation doit être requise lors de chaque création ou de reprise d'un commerce existant.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises.** Les dossiers incomplets seront retournés au requérant. Si l'instruction de la requête le nécessite, la Direction peut demander des documents supplémentaires ou des renseignements complémentaires.

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument.

1. REQUÉRANT (personne déposant la présente requête)

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité : ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

2. ENTREPRISE

Numéro IDE : CHE - _ _ _ - _ _ _ - _ _ _

Raison sociale nom : .....

Nature juridique

☐ Société à responsabilité limités (SàrL) ☐ Société anonyme (SA) ☐ Société coopérative
☐ Société en nom collectif (SNC) ☐ Société en commandité ☐ Société simple
☐ Entreprise individuelle ☐ Fondation ☐ Association

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

Site internet : https:// .....

En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 3 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.

2.1 Représentant 1 de l'entreprise[1]

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

Sécurité sociale et droit du travail :

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à l'AVS/AI ? ☐ **OUI** ☐ **NON**

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à la LPP ? ☐ **OUI** ☐ **NON**

2.2 Représentant 2 de l'entreprise

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

[1] On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

Sécurité sociale et droit du travail :
L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à l'AVS/AI ? ☐ **OUI** ☐ **NON**

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à la LPP ? ☐ **OUI** ☐ **NON**

3. ÉTABLISSEMENT

Si la demande concerne une vente par internet, renseigner uniquement le site internet

Enseigne/nom de l'établissement : .....
Rue : ..... Numéro : .....
NPA : ..... Localité : .....
Canton : ..... Pays : .....
Téléphone : ..... E-mail : .....
Site internet : https:// .....

4. LOCAL DE L'ACTIVITÉ (catégorie de l'établissement)

4.1 Lieu d'activité Une seule coche possible

Si plusieurs lieux d'activité, veuillez remplir un formulaire pour chaque lieu

☐ ETABLISSEMENT PUBLIC (poursuivre en remplissant le chapitre 4.2)

☐ MAGASIN (poursuivre directement au chapitre 5)

☐ INTERNET (poursuivre directement au chapitre 5)

4.2 Catégorie de l'établissement voué à la restauration ou au débit de boissons (art 5 LRDBHD) Une seule coche possible
Ne pas renseigner si la demande concerne une vente par internet

☐ CAFÉ-RESTAURANT
☐ BAR
☐ DANCING
☐ CABARET-DANCING
☐ BUVETTE PERMANENTE
☐ BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT
☐ BUVETTE ASSOCIATIVE
☐ HOTEL
☐ AUTRE ETABLISSEMENT VOUÉ A L'HÉBERGEMENT
☐ SALON DE JEUX

5. LIEUX DE STOCKAGE

5.1 Lieu de stockage 1 (***une seule coche possible)***

☐ CAVE ☐ DÉPÔT ☐ MAGASIN

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

5.2 Lieu de stockage 2 ***(si plusieurs lieux de stockage)***

☐ CAVE ☐ DÉPÔT ☐ MAGASIN

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

6. TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Si la demande concerne un établissement public soumis à la LRDBHD, l'autorisation peut être accordée à l'exploitant de l'établissement, au propriétaire de l'établissement ou au représentant de la société)

Veuillez saisir les informations de l'exploitant, même si elles sont identiques à celles du requérant

Exploitant

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

Le titulaire de l'autorisation est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois : ☐ OUI ☐ NON

7. PRESTATIONS DEMANDEES

Veuillez cocher la/les case(s) faisant l'objet de votre demande :

☐ **Boissons distillées** (article 4 al.1 let. b LTGVEAT)

☐ **Boissons fermentées** (article 4 al.1 let. c LTGVEAT)

8. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE

A) Pièces relatives à l'exploitant (titulaire de l'autorisation)

8.1 Copie de la **pièce d'identité**

8.2 Copie du **permis de séjour ou du permis de travail** autorisant l'exercice d'une activité lucrative à Genève[2]

8.3 **Certificat original de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête[3]
https://www.ge.ch/demander-certificat-capacite-civile

8.4 Extrait original du **casier judiciaire suisse**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile
https://www.e-service.admin.ch/crex/cms/content/strafregister/strafregister_fr

8.5 Extrait original du **casier judiciaire du pays de domicile**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête[4]

8.6 **Certificat original de bonne vie et moeurs**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête[5]
https://www.ge.ch/demander-certificat-bonne-vie-moeurs-cbvm

8.7 **Attestation prouvant que le propriétaire s'est acquitté envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête[6]

8.8 **Attestation de soumission et/ou attestation prouvant l'acquittement** envers les employés des prestations sociales **(LPP)** durant les 12 derniers mois précédant la requête.[6]

8.9 Copie du **contrat de travail**[7]

B) Pièces relatives à l'entreprise

8.10 Extrait du **registre du commerce** attestant que le requérant dispose d'un pouvoir de signature au sein de la personne morale
https://www.ge.ch/inscrire-au-registre-du-commerce-actualiser-ses-donnees/obtenir-extrait-son-inscription

8.11 **Extrait du registre foncier**[8]
https://www.ge.ch/consulter-registre-foncier/demander-prestations-certifiees-du-registre-foncier

8.12 Copie du **contrat de bail à loyer, de sous-location ou de gérance**

8.13 **Attestation du bailleur** (propriétaire des locaux) autorisant la sous-location ou la mise en gérance[9]

L'attention des requérants est attirée sur le fait que la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

---

2 Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.
3 Si le requérant n'est pas domicilié en Suisse et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête, une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle et jouir d'une bonne réputation.
4 Pièce à produire uniquement si le requérant est domicilié hors de Suisse.
5 Si le requérant n'est pas domicilié à Genève, il doit produire à l'appui de sa requête, tout document équivalent.
6 Pièce à produire uniquement si le propriétaire est employeur ou qu'il a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête et si les employés sont ou étaient soumis à la LPP.
7 La production de cette pièce n'est pas exigée si l'exploitant est également le propriétaire de l'établissement.
8 Pièce à produire uniquement si le requérant est propriétaire des locaux.
9 Pièce à produire uniquement si le requérant est sous-locataire des locaux ou s'il existe un contrat de gérance.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

Exploitant (Titulaire de l'autorisation)

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Représentant(s) de l'entreprise[10]

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Envoyez ce formulaire avec toutes les pièces justificatives requises **par la poste** ou déposez tous les documents dans la **boîte aux lettres de la PCTN**

 ou 

Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir
Secteur autorisations
Rue de Bandol 1
Case postale
1213 Petit-Lancy 1

Contact :

pctn@etat.ge.ch

022 388 39 39
Lundi au vendredi
9h00 à 12h00
14h00 à 16h00

Guichets PCTN
Mardi 9h00 - 11h00
Mercredi 12h00 - 14h00
Jeudi 14h00 - 16h00

[10] En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.